

Enquête Violences, fugues... Faut-il s'inquiéter pour les enfants de l'Idefhi de Canteleu ?

Ces derniers mois, plusieurs signaux alertent sur la situation des enfants placés à l'Idefhi de Canteleu, dans la métropole de Rouen. En interne, il y a une souffrance. Enquête.



Les fugues et les témoignages des professionnels alertent sur la situation de l'Idefhi de Canteleu, près de Rouen. (©RT/Enquêtes d'actu)

Par [Julien Bouteiller](#)

Publié le 16 août 2024 à 7h03

Des questions se posent autour de l'Idefhi de Canteleu, dans l'agglomération de [Rouen](#).

Deux [fugues d'adolescentes](#) en une semaine, quatre au moins en un mois...

Pointée du doigt, la structure d'accueil des mineurs cache-t-elle une souffrance en interne ? Plusieurs élus socialistes ont tiré la sonnette d'alarme à ce sujet ce 12 août 2024.



Depuis plusieurs mois, [76actu](#) et [Enquêtes d'actu](#) enquêtent sur ce que vivent les adolescents et personnels de l'Institut départemental de l'enfance, de la famille et du handicap. En interne, beaucoup témoignent d'une forme de maltraitance liée à un manque de moyens. Un phénomène loin d'être isolé dans la protection de l'enfance, [comme le démontre Enquêtes d'actu](#).

« Un incident violent » à l'Idefhi

C'est un épisode survenu il y a quelques mois qui nous a conduits à nous pencher

sur l'Idefhi. À la mi-mars, un éducateur du centre a été suspendu après ce qui nous a été décrit par plusieurs sources comme « un incident violent » entre lui et des enfants du centre.

À lire aussi



Un centre d'accueil pour jeunes dans le collimateur de la justice, près de Dieppe

« On a du mal à faire la part des choses. Nous avons deux versions diamétralement opposées », nous expliquait alors Mylène Flament, la directrice de l'Idefhi. « On a suspendu l'agent à titre conservatoire pour avoir de la sérénité et pour tirer les choses au clair. »

Comprendre qu'une enquête interne a été ouverte. « Suite aux nombreuses investigations réalisées sur une durée de 12 jours, l'agent a pu être réintégré dans toutes ses fonctions le 26 mars », nous apprend aujourd'hui la directrice de la structure.

C'est quoi l'Idefhi ?

« L'Idefhi est un établissement public départemental qui accueille 28% des enfants confiés à l'ASE dans le département », explique le Département. « Il a la particularité d'être le seul habilité pour l'accueil d'urgence 24h/24. Les jeunes accueillis dans ces conditions sont particulièrement vulnérables et présentent souvent des difficultés multiples (problèmes de santé, handicap, déscolarisation, délinquance). »

On y accueille environ 800 enfants, encadrés par plus de 1200 agents.

Surcapacité, violence, etc.

Toujours est-il que cet incident semble avoir délié quelques langues, plus particulièrement dans les services d'accueil d'urgence, où étaient accueillies deux des récentes fugueuses. « Il y a un problème de surcapacité et de violence à l'Idefhi, ça ne date pas d'aujourd'hui. On n'a plus d'espace, on recrute parfois des

éducateurs qui sont peu formés », nous relate une source travaillant sur place.

Un autre contact avance le chiffre de 47% d'agents en CDD dont 30% sont sans diplôme. La direction de l'Idefhi indique pour sa part le chiffre de 30% de CDD et de 78% d'agents diplômés.

À lire aussi



Seine-Maritime. Les agents de la protection de l'enfance tirent la sonnette d'alarme

Et il n'est pas le seul à soulever ces problèmes. Une professionnelle travaillant avec l'Idefhi constate « un défilé permanent chez les éducateurs. Ils se barrent très vite car c'est un métier très dur et très mal payé. Ils préfèrent aller dans des services plus simples ». D'où un recours plus fréquent aux intérimaires.

On note effectivement une tension du secteur de la protection de l'enfance au niveau du recrutement de professionnels diplômés et formés aux problématiques spécifiques des enfants accueillis et de leurs familles : majoration des troubles psychiques, handicap, actes de violence, risque prostitutionnel.

Département de la Seine-Maritime

Pas assez d'éducateurs pour trop d'enfants. « En juin dernier, il y avait des enfants qui dormaient sur le canapés au service d'accueil d'urgence. Il y a beaucoup trop d'enfants », nous confie-t-on en interne.



Surcapacité, violences, manque de formation... La situation à l'Idefhi inquiète. (©RT/Enquêtes d'actu)

« C'est un problème systémique, qui fait que certains professionnels peuvent devenir maltraitants », estime une autre source travaillant à l'Idefhi. Le terme est aussi lâché lors d'une réunion interne : « On met des gens non formés pour les encadrer ?! On est hyper maltraitant ! »

« Une jeune fille qui rentre en retard, on va lui confisquer ses baskets. Il y a de la privation de nourriture. De la violence parfois », énumère un ancien professionnel du lieu qui pointe des choses encore plus graves : « On a aussi des éducateurs qui ont des relations sexuelles avec des adolescentes ».

Le Département et la directrice de l'Idefhi confirment deux cas, en 2022 et 2023, d'agents suspectés d'avoir des relations avec des adolescentes. Ils ont tous deux été suspendus puis licenciés de la fonction publique hospitalière. « Les casiers judiciaires des agents sont systématiquement vérifiés au moment de l'embauche puis à un rythme régulier », assure Mylène Flament.

Davantage de moyens pour la protection de l'enfance

En réponse à nos questions, le Département de la Seine-Maritime fait savoir qu'il a augmenté « les moyens alloués à [la protection de l'enfance] de 27% depuis 2021 pour répondre à l'augmentation des besoins » puisqu'il y a une hausse de 15 % du

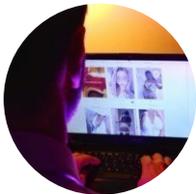
Voir tout ▼

Des ados confrontés à la drogue et à la prostitution

Des ados en difficulté, en manque de repères, qui sont susceptibles aussi de tomber sous de mauvaises influences. « On a des proxénètes et des dealers devant l'Idefhi », assure un agent qui y travaille toujours. Son ancien collègue opine : « Souvent, on retrouve des gamines qui se prostituent à Saint-Sever ou sur les quais ». Ce qui explique parfois certaines fugues, ou « sorties non autorisées ».

Face à ces nombreux problèmes, une forme d'omerta règne. L'ensemble de nos interlocuteurs travaillant ou ayant travaillé à l'Idefhi ont souhaité rester anonymes. Par crainte pour leur carrière pour la plupart. « Mais il y a des choses qui doivent sortir quand même, pour les gamins. Il faut alerter. »

À lire aussi



ENQUÊTE. Adolescentes prostituées en ligne : l'inquiétante explosion d'un phénomène

Ils dénoncent pour certains aussi le silence de la direction. S'agissant des fugues, « il n'y a aucun comptage et aucun retour vers nous », fustige un salarié. « On parle de la prostitution, mais il y a aussi les viols, les attouchements entre enfants. On n'a rien. Aucun recensement, rien n'est mis en place. »

Idem pour les enquêtes internes qui peuvent être ouvertes au sein de l'établissement.

Une inspection menée en janvier



Une inspection a été menée en janvier dans l'Idefhi. (©RT/Enquêtes d'actu)

Pourtant, le Département l'assure, il y a « déclaration systématique aux autorités de tutelle des événements indésirables graves (EIG), et à ce titre l'Idefhi transmet très régulièrement des notes d'informations et est engagé depuis plusieurs années dans une politique de maîtrise des risques ». Des « EIG » analysés lors d'un observatoire annuel.

Selon Mylène Flament, directrice de l'Idefhi, « un protocole de remontée d'incidents est effectif depuis plusieurs années ». Il y a eu 88 protocoles activés en 2023 et 78 en 2024.

Par ailleurs, selon Kyllian Fayet, ancien enfant placé et désormais président d'une association qui aide les enfants placés, « à l'Idefhi, la direction donne la parole aux jeunes sur ce qu'il faut changer, organiser. Les avis sont pris avant certaines décisions. Je ne connais pas beaucoup de structures qui font cela. Ils laissent les jeunes monter des projets et ils les aident ».

Autre signe d'une « ouverture », les signalements plus systématiques des problèmes aux forces de l'ordre, comme nous l'assure une source policière. « C'est

relativement nouveau par exemple les appels à témoins pour les fugues. Avant ce n'était pas toujours le cas », nous confirme une professionnelle de l'Idefhi.

Malheureusement la fugue n'est pas un phénomène totalement exceptionnel, ni nouveau [...]. Par ailleurs, notre établissement gère une soixantaine d'unités de vie qui ce ne sont pas des lieux d'enfermement où l'on pourrait contraindre, par la force, toute sortie physique. Les adolescents bénéficient d'autorisations de sortie, en fonction de leur âge, adaptées à leur problématique.

Mylène Flament

Directrice de l'Idefhi

D'autant que certaines fugues n'en sont parfois pas. Selon nos informations, une des récentes disparitions inquiétantes résulte en fait du refus d'un veilleur de nuit de faire rentrer l'adolescente pour la punir.

Ce partenariat accru avec les forces de l'ordre est issu d'une inspection menée en début d'année 2024 dans les services d'accueil d'urgence de l'Idefhi, comme nous le confirme le Département. « Celui-ci a débouché sur un plan d'actions concrètes comme la nécessité de stabiliser l'équipe, en s'appuyant sur la formalisation des missions et des procédures, et la mise en place d'un accompagnement des professionnels par des formations et des temps d'analyse des pratiques. »

À lire aussi



Protection de l'enfance en Sarthe. «Des drames vont se répéter» : l'alerte des travailleurs sociaux

Trop tard pour certains agents de la protection de l'enfance. Beaucoup quittent le

navire, fuyant même ce type de services. « J'en ai trop vu et j'en ai trop marre du manque de moyens et de considération », nous confie une de ces professionnels engagés mais désabusés.

Thomas Rideau, Raphaël Tual et Julien Bouteiller

Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à [Mon Actu.](#) ●

#Enfants